

COPIE



Direction de la Planification, de l'Aménagement
Urbain et de l'Habitat
Service Planification et Autorisations
d'Urbanisme

**PERMIS DE DEMOLIR DELIVRE
PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande de Permis de Démolir déposée le : 19/11/19 et complet le : 19/11/2019	
par : ASSOCIATION DIOCESAINE D'ORLEANS	Dossier N° : PD 45234 19 B0030
demeurant à : 14 rue du Cloître Saint Aignan 45100 Orléans	Surface de plancher : Nb de logements : Destination :
représenté par : Monsieur HERON Vincent	AR n° 2 C 134 735 45 770
pour : Démolition totale d'un bâtiment	
sur un terrain 11 Rue Maurice Asselin sis à : 45100 Orléans	

LE MAIRE

Vu la demande de permis de démolir susvisée,

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande susvisée en date du 25 novembre 2019,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 421-3, R. 421-25 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme d'Orléans approuvé le 25 octobre 2013 et modifié le 19 septembre 2016 par délibérations du Conseil municipal, mis en révision le 04 juillet 2016 par délibération du Conseil municipal, mis en compatibilité le 28 mai 2019 par délibération du Conseil métropolitain, mis à jour les 09 juin 2017, 24 juillet 2017, 02 mars 2018 et 24 juillet 2018 par arrêtés du Président d'Orléans Métropole,

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 521-1 et suivants et le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2007 soumettant la démolition des constructions existantes à permis de démolir sur le territoire de la Ville d'Orléans en application des articles L. 421.3, R. 421.7 et R. 421.12 du Code de l'Urbanisme,

Vu la zone d'aménagement concerté « Les Allées de La Source » créée le 30 janvier 2004 et son dossier de réalisation approuvé le 25 novembre 2005, dans le cadre du Grand Projet de Ville,

Vu l'avis du Conservateur Régional de l'Archéologie - en date du 25 novembre 2019,

Vu l'avis favorable de l'aménageur de la ZAC, la SEMDO, en date du 02 décembre 2019,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE :

Le permis de démolir est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve des prescriptions particulières ci-après :

Prescriptions générales

.Le terrain sera nivelé et remis en état après les travaux de démolition.

Information

.Conformément à l'article R. 1334-19 du Code de la Santé Publique et en application de l'arrêté du 2 janvier 2002, un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante doit être effectué avant la démolition.

.L'attention du demandeur est attirée sur le fait qu'en application de l'article R. 452-1 du code de l'urbanisme, les travaux de démolition ne peuvent commencer que quinze jours après la date à laquelle l'autorisation est acquise.

Orléans, le 24 DEC. 2019
Pour le Maire,
Le Maire-Adjoint

Muriel CHERADAME

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales le 24 DEC. 2019

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX** : conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire.

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée ;

- pour un permis de démolir, les travaux de démolition ne peuvent commencer que quinze jours après la date à laquelle l'autorisation est acquise ;

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

- **AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'affichage sur le terrain du permis de construire, d'aménager ou de démolir explicite ou tacite ou l'affichage de la déclaration préalable, prévu par l'article R. 424-15, est assuré par les soins du bénéficiaire du permis ou du déclarant sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Les indications à porter sur le panneau d'affichage sont codifiées par l'article A 424-16 du code de l'urbanisme. L'affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

- **DUREE DE VALIDITE** : l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **CHANTIER** : Il est rappelé que la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) ainsi que la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DACT) sont à retourner en Mairie et sont disponibles sur le site internet www.service-public.fr.

- **DROITS DES TIERS** : la présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enselement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement, etc.) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification, en saisissant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.